

A l'égard de la Suisse, un «courant de sympathie»

BILATÉRALISME Une délégation de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen était en visite à Berne. L'occasion de vérifier que le climat s'est nettement réchauffé avec l'aboutissement de la négociation d'un paquet d'accords

FRÉDÉRIC KOLLER, BERNE

«La Suisse est tout en haut de la pile des dossiers», a expliqué lors d'un point de presse à Berne David McAllister, président de la délégation de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen. Nous voulons approfondir la relation.» Le démocrate-chrétien (CDU) allemand était accompagné de cinq collègues pour une visite de deux jours en Suisse. L'occasion de mener des échanges avec des collègues suisses, des ministres, des secrétaires d'Etat, des représentants des cantons ainsi que les milieux économiques. Le dernier exercice du genre remontait à 2011.

«Le climat est bien plus favorable qu'en 2021 lors de la rupture par Berne de l'accord-cadre, affirme Christophe Grudler, l'eurodéputé libéral français (Renew Europe) qui est par ailleurs rapporteur pour la Suisse. «Le courant de sympathie envers la Suisse est à présent bien réel, ajoute-t-il. Mais nos collègues veulent voir le détail du paquet d'accords négocié avec la Suisse. Et ce n'est pas gagné d'avance.» Christophe Grudler présentera un rapport intermédiaire en octobre sur les «accords bilatéraux III» qui fera ensuite l'objet d'une résolution. Le Parlement européen pourrait ratifier les textes à l'horizon de l'automne 2026.

«Sur un pied d'égalité»

Les Européens vont ainsi tenter de se calquer sur le calendrier suisse, en particulier sur son rythme parlementaire, qui n'est pas encore défini. De leurs interlocuteurs suisses, les parlementaires européens ont compris que le Conseil fédéral mise sur un vote du peuple suisse au début de l'été 2027. Du côté des partis, il y a bien sûr «des divergences», note toutefois David McAllister, qui explique avoir discuté jeudi soir avec l'UDC Marco Chiesa, lequel préside la Commission de politique extérieure du Conseil des Etats. Du point de vue européen, on a le sentiment que l'opposition du premier parti de Suisse à l'accord entre Berne et Bruxelles est moins frontale que par le passé et le discours sur l'Europe plus favorable. On l'explique par le contexte international, et les taxes douanières américaines en particulier.

Il existe également des résistances à cet accord au sein du Parlement européen, fait toutefois savoir Christophe Grudler. Dans les pays de l'est en particulier, certains estiment que la contribution suisse au fonds de cohésion est insuffisante pour un pays «aussi riche». La Norvège, par exemple, paye davantage. «Je leur réponds que c'est un compromis, un tout équilibré», ajoute le Français. David McAllister précise de son côté qu'il a observé chez ses interlocuteurs suisses un «intérêt» à un rapprochement dans d'autres secteurs, notamment celui de la défense. «Nous sommes ouverts», dit l'Allemand. Il est question de la politique de sécurité, la Suisse étant intéressée au programme européen «PESCO», et de nouveaux exercices avec l'OTAN dans le cadre du Partenariat pour la paix. La question de l'achat d'armements en commun, à travers un fonds européen, est également mise sur la table par Bruxelles. A condition que Berne révise sa doctrine sur les exportations d'armes. Berne n'a pas encore répondu.

Du point de vue européen, on a le sentiment que l'opposition de l'UDC est devenue moins frontale

«Les échanges avec les parlementaires européens se sont déroulés sur un pied d'égalité, explique Eric Nussbaumer, conseiller national bâlois et président du Mouvement européen suisse qui a participé à la table ronde avec ses collègues européens. Pour reprendre les termes du conseiller fédéral Guy Parmelin, cela a été plus que constructif, cela a été amical sur le plan européen.» Egalement membre de la Commission de politique extérieure du Conseil national, le Vert genevois Nicolas Walder n'a pas pu se joindre aux discussions. Il note toutefois qu'à ce stade, «les éventuelles questions sont aujourd'hui plus vis-à-vis des mesures de compensations ou d'accompagnement du Conseil fédéral que sur l'accord lui-même.» Un groupe de parlementaires suisses devrait rendre visite à leurs homologues européens en novembre prochain. Des discussions sont en cours pour établir un contact plus régulier entre les deux parlements. ■